



ENTRAIDE &
FRATERNITE

VIVRE ENSEMBLE

JANV-MARS 2013

Périodique trimestriel - Bruxelles X

N° d'agrégation P 304010

BELGIQUE-BELGIË

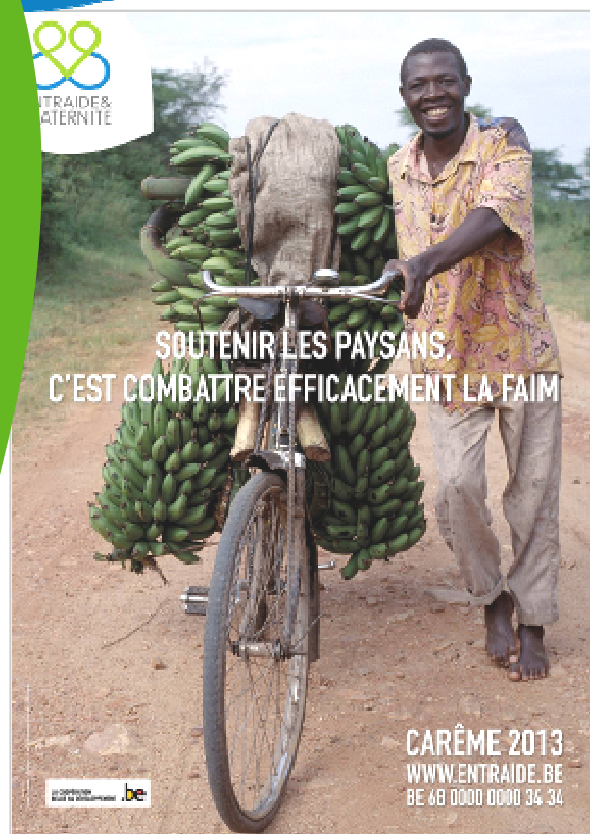
P.P.-P.B.

BRUXELLES-BRUSSEL X
BC 4910

Volon Terre

Au sommaire

Edito	p.1
Actualités	
Des bénévoles au DPI	p.1
Il faut renouer avec la lutte sociale	p.2
Campagne de Carême 2013	
Soutenir les paysans, c'est lutter efficacement contre la faim	p.3
L'appât du grain, ça suffit !	p.4-7
Des partenaires qui font reculer la faim	
Allons à leur rencontre	p.7-11
Des Alter' Actifs en action	p.12
Pause-café 2013	
Récolter de l'argent grâce à 1 tasse de café	p.13
Zoom Nord	p.14-15
Zoom Nord/Sud	
Pour un développement durable qui n'oublie personne	p. 16
Agenda des activités de Campagne	
Par région	p. 17-18
Infos Nord	
Appel à projets	p.19
A lire	p.19-20
Une nouvelle tête	p.20



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Chère lectrice, cher lecteur,

Depuis quelques années déjà, Entraide et Fraternité s'est engagée dans un programme portant sur la reconnaissance de l'agriculture paysanne comme une solution réaliste au problème de la faim et de la pauvreté dans le monde, dans le cadre d'une stratégie globale de souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire ! De nos jours, ces mots ne devraient même plus être prononcés avec l'accent de l'espoir, mais devraient résonner comme une évidence pour tous les peuples de la terre ! Pourtant il n'en est rien. Les mots chuchotés aux oreilles des multinationales, gros propriétaires terriens, ressemblent davantage à *la souveraineté financière* ! C'est contre cela que nous militons, c'est contre cela que nous luttons, avec nos partenaires. Comme chaque année, certains d'entre eux viennent témoigner des résultats obtenus pour faire reculer la faim dans leur région grâce aussi à votre soutien. On ne le répétera sans doute jamais assez: c'est ensemble que nous pouvons réussir à faire changer les choses. Il ne s'agit pas d'atteindre un idéal fantasque, mais de faire reculer très concrètement la faim pour des milliers de nos frères et sœurs qui vivent un peu plus au Sud.... Des moyens simples mais efficaces qui garantissent une bonne autosubsistance sur le long terme !

Pascasie, Louis, Venant et Patient souhaitent vous rencontrer (voir p. 7 à 11). Ils viennent du Burundi et du Congo. Allez à leur rencontre ! Venez échanger avec eux, les encourager, les soutenir dans leur combat !

C'est cela aussi le Carême de Partage : être ouvert et accueillir l'autre.

Laissez-vous emporter par ce vent de solidarité qui souffle sur nos régions !

Ça décoiffe, mais on en ressort absolument ravis d'avoir été, un moment, un des maillons de cette magnifique chaîne humaine et solidaire. On vous attend ! (voir p.13 et agenda p.17)

Laurence Clarebots
Resp. Communication interne

Des volontaires encore plus actifs au cœur du département partenariat international !

Depuis un certain temps, les membres des trois commissions continentales (Afrique, Asie et Amérique latine) et de la Commission Projets Internationaux se posaient des questions sur leur rôle dans l'affectation des fonds aux associations partenaires du Sud. Une réorganisation s'imposait !

Les plus anciens s'en souviendront : durant les années 60, 70 et 80, E&F finançait les projets des associations partenaires uniquement sur fonds propres, c'est-à-dire sur des fonds en provenance de collectes et de dons privés et collectifs.

Or, depuis les années 90, E&F s'est tournée de plus en plus vers des cofinancements publics, notamment ceux de la Coopération belge, qui, aujourd'hui, représentent une partie importante de son appui à des projets de développement dans le Sud.

Ce changement progressif signifie qu'une partie toujours plus grande de fonds propres est utilisée pour couvrir les projets cofinancés (rappelons qu'en moyenne un cofinancement ne couvre que 80% du total de l'appui financier) et que moins de ressources propres sont affectées à des projets non cofinancés pour lesquels les Commissions, composées d'experts externes, avaient un rôle d'arbitrage important.

Suite à une consultance externe, le Conseil d'Administration, suivant l'avis des chargés de projets et de l'équipe de direction, a décidé de fusionner les quatre commissions projets existantes en une

seule commission qui aura comme rôle de donner un avis éclairé sur toute la stratégie de partenariat international, sans distinction de source financière.

Cette commission, en cours de création, devra se doter de personnes qui connaissent et partagent les principes fondateurs d'E&F et qui possèdent une expertise prouvée sur les réalités contextuelles et thématiques des pays dans lesquels E&F soutient des associations partenaires.

Ces experts ne manquent pas parmi les volontaires et sympathisants de notre association. Une réunion a déjà eu lieu le 2 février dernier avec les anciens membres des commissions projets et des discussions sont en cours pour que les membres qui ne seront pas repris dans la nouvelle commission unique puissent continuer à donner leur appui au sein d'autres instances associatives ou directement aux chargés de projets concernés.

Leur engagement reste toujours plus que bienvenu !

Angelo Simonazzi
Secrétaire général

Il faut renouer avec la lutte sociale !

Voici un article de notre Président Michel Molitor, paru dans le journal Le Soir de WE du 16 février dernier. Un message percutant qui illustre parfaitement bien l'état d'esprit avec lequel nous abordons cette Campagne de Carême !

Michel Molitor « Il faut renouer avec la lutte sociale »

Sociologue, vice-recteur de l'UCL pendant dix ans entre 1995 et 2005, Michel Molitor coule désormais une retraite paisible et studieuse dans sa belle maison d'Auderghem. Mais il ne reste pas inactif pour autant : président du conseil d'administration de l'ONG Entraide et fraternité, il entend par ce biais faire vivre concrètement le message prophétique de l'Évangile. « J'ai accepté cet engagement parce qu'il me permet de mener un travail de solidarité, un peu à contre-courant à l'époque actuelle, explique-t-il. Cette association soutient des projets de lutte contre la pauvreté dans le Sud mais aussi chez nous. Il s'agit d'aider nos partenaires à vivre debout, à devenir les acteurs de leur destinée. Au départ, Entraide et fraternité a été créée à l'initiative des évêques de Belgique, pour exprimer la solidarité des communautés chrétiennes. Je tiens fort à cette responsabilité-là. Oui, il est possible d'agir dans le monde tout à fait chaotique et injuste dans lequel nous vivons. »

Souvent, dit-il, l'Église est « trop abstraite, trop complexe ». « Beaucoup d'entre nous souhaiteraient que les choses soient plus explicites, que l'on redonne toute sa place à l'engagement social et politique de l'Église auprès des plus pauvres et des démunis », insiste-t-il. Ce n'est pas simple, il le sait. Michel Molitor se réfère à la lutte contre la pauvreté des évêques latino-américains dans les années 1960 - 70 ou aux positions critiques à l'égard du capitalisme des évêques nord-américains et français dans les années 1980. « C'étaient des positions généreuses, utopistes, mais on a estimé alors que leur interpellation morale était économiquement contre-productive. »

« Une trop grande frilosité »

Depuis, poursuit-il, le Vatican a encore exprimé des positions très nettes. « Mais dans un langage relativement inaccessible, ce qui

explique qu'elles n'ont pas été relayées dans les médias. » Un travail de communication doit être mené. De mise en avant des priorités, aussi. Parce que le Vatican a bien trop joué sur la défensive ces dernières années.

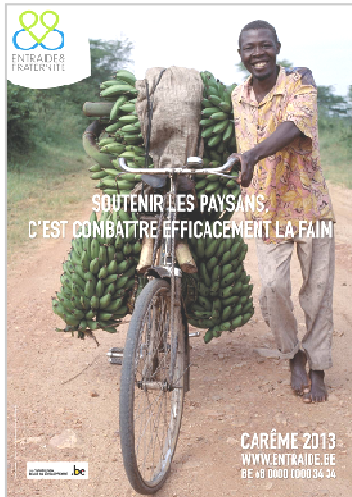
« Dans un continent comme l'Amérique latine, le pape a surtout veillé à nommer des évêques conservateurs pour qui les questions de justice sociale ne sont pas la priorité, argumente-t-il. On a visiblement privilégié la sécurité doctrinale. Il y a des choses à corriger, c'est clair. Je souhaiterais que le nouveau pape soit conscient de l'importance cruciale de ces sujets sociaux et qu'il communique de façon efficace à ce sujet. L'Église pourrait alors retrouver une crédibilité qu'elle a perdue dans bien des domaines. Il y a une trop grande frilosité à tenir un langage prophétique sur le plan de la morale économique ou financière, sans doute par crainte de l'avis des experts. »

Il suffit de regarder autour de soi, plaide-t-il, de voir « le monde chaotique, la crise est ses multiples manifestations de désordre », pour se rendre compte de la nécessité de renouer avec un message prophétique. « La pire chose à faire serait de poursuivre avec des politiques de croissance économique qui ravagent la planète et qui consacrent le divorce entre les très riches et les très pauvres. Cela ne tient plus la route. L'Église catholique ne doit pas avoir peur d'être aux côtés des indignés et de renouer avec son passé, celui des grandes figures comme le Brésilien Dom Helder Camara. »

Refuser l'injustice, entrer en résistance et proposer de nouvelles voies : tel est le credo de l'ancien vice-recteur de l'UCL. « Il faut travailler à cela avec tous ceux qui le veulent, conclut-il. On ne peut plus accepter une situation de résignation, de peur et de repli sur soi. C'est tout le sens de l'action que j'entends mener dans cette association. Et c'est l'espoir que je formule pour l'Église de demain. » ■ O.I.M.

Soutenir les paysans, c'est lutter efficacement contre la faim !

Après des décennies de programmes de « développement », de privatisation des filières agricoles dans de nombreux pays, de libéralisation des marchés et d'autres mécanismes censés améliorer la productivité et répondre aux problèmes de la faim, force est de constater l'échec de ces politiques et le désengagement toujours plus fort des Etats dans le domaine agricole. Les crises alimentaires de 2008 et les émeutes de la faim ont bien mis en évidence cette question de la production agricole et la nécessité de la gérer au mieux pour éviter que de telles crises se reproduisent.



Une des réponses le plus souvent proposée pour tenter de répondre à ces difficultés est l'**agrobusiness** avec sa capacité de production, capable, nous dit-on, de nourrir le monde. Tout en reconnaissant la puissance de ce secteur, Entraide et Fraternité réfute que ce secteur soit le seul à

même de répondre aux problèmes de la faim et entend dénoncer toutes ses **dérives**.

Mais qu'est ce que l'agrobusiness ? Pour le dire en deux mots, l'agrobusiness c'est le *business* de l'agriculture. C'est un secteur d'activité très englobant qui quelquefois maîtrise toute la filière d'un produit, depuis la semence jusqu'au produit fini que vous retrouvez dans votre supermarché. L'agrobusiness, c'est donc bien du business, des affaires : il faut garder à l'esprit que **sa finalité première est de faire du profit**, peu importe la qualité de ce qu'il produit et peu importent les conséquences en termes de respect des êtres humains et de la nature.

Les politiques néolibérales menées ces dernières décennies ont renforcé considérablement ce modèle de production en favorisant la concentration de tous les acteurs impliqués en amont et en aval de la production agricole. Il n'est pas rare de voir **des multinationales qui contrôlent toute une chaîne de production** : depuis les semences, plantées sur leurs propres terres, employant quelques personnes dans un type d'agriculture souvent hautement mécanisé, transformant les produits, les acheminant sur les marchés par leurs propres bateaux ou camions, ou encore approvisionnant des chaînes de magasins qui leur appartiennent.

Mais des voix s'élèvent pour défendre le modèle de l'agriculture paysanne familiale, tout aussi capable de nourrir le monde, mais dans le respect de la nature et des êtres humains.

Entraide et Fraternité, avec d'autres, croit que **l'agriculture paysanne familiale est une réelle alternative** à la production de masse et standardisée que nous propose l'agrobusiness (dont les dérives ont encore récemment fait la une de l'actualité).

C'est de cela qu'il sera question au cours de notre campagne, résumé par le slogan de notre affiche : « **Soutenir les paysans, c'est lutter efficacement contre la faim !** ».

La lutte contre la faim, le refus de l'agrobusiness pour la production alimentaire, la défense de l'agriculture paysanne familiale... cela nous amène nous aussi à **nous interroger sur nos choix de consommation**, sur notre manière de vivre. Comme les années précédentes, nous vous proposons divers outils pour mieux comprendre cette thématique et nous rejoindre dans la lutte pour les droits des petits paysan et paysannes. Parmi ces outils, nous vous recommandons le manuel « *pour consommer responsable et citoyen* ».

Au sommaire : de la réflexion, des menus du Nord et du Sud, des idées pour aller plus loin et pour connaître mieux diverses alternatives au consumérisme effréné. C'est de cela qu'il sera question également lors de la **conférence de Pierre Rabhi** que nous aurons la chance d'accueillir à Louvain-la-Neuve le 28 février prochain. Pierre Rabhi nous propose une réflexion sur « L'agro-écologie, une éthique de vie. »

Vous trouverez dans ces pages un **agenda** de la visite de nos partenaires, venus cette année de RDC et du Burundi, ainsi que des idées, des propositions d'activités pour la récolte de fonds qui nous permet, tous ensemble, de poursuivre nos missions.

Daisy Herman
Directrice du département
Education au développement solidaire

Vous souhaitez rejoindre nos équipes ? Vous souhaitez poser un acte solidaire ?
Contactez votre coordinateur régional (voir coordonnées en dernière page)
Ou surfez sur notre site internet www.entraide.be

L'appât du grain : ça suffit !

Influençant le prix des denrées alimentaires, les politiques et la recherche scientifique, l'agro-business occupe une place de choix dans le paysage politique et alimentaire international. Pourtant, 70% de la production agricole mondiale est d'origine paysanne. L'agro-business se lance aujourd'hui à la conquête de marchés échappant encore à sa domination. Il devient « *acteur de développement* » en passe de s'imposer comme solution aux problèmes de la faim. E&F estime que les politiques ont un rôle à jouer dans la régulation de cet avènement ainsi que dans le soutien aux alternatives portées par les paysans et paysannes.



Le rapport de la FAO « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture » (SOFA) publié récemment et qui porte sur les investissements, souligne que, dans les pays en développement, ce sont les agriculteurs qui investissent le plus dans l'agriculture. Pourtant, aujourd'hui, quand on parle d'investissement, on parle la plupart du temps d'investissement étrangers, de multinationales, d'agro-business, de révolution verte, de modèles agro-exportateurs : jamais des agriculteurs ni des entrepreneurs locaux. Bien que ces investissements soient censés se faire en faveur des petits agriculteurs, dans la réalité il s'agit le plus souvent d'investissements par et pour les grands de l'agro-business, au nom du développement. Ce problème est particulièrement criant en Afrique.

En effet, depuis 2004 et l'appel de Kofi Annan à une révolution verte « *authentiquement africaine* », l'Afrique déchaîne les passions des acteurs de l'agro-business (qui travaillent main dans la main avec les institutions internationales et autres acteurs de « développement ») : les plans, promesses et initiatives ne cessent de se multiplier.

Authentiquement Africaine ?

Elle n'en a que le nom. Ce sont, à peu de choses près, les mêmes recettes que celles appliquées lors de la précédente « *révolution verte* » qui sont promues (recours généralisé aux engrais, pesticides et semences améliorées allant de pair avec la privatisation de ces marchés, spécialisation en vue d'exporter, industrialisation de la chaîne alimentaire, concentration croissante dans la chaîne alimentaire au profit des multinationales de l'agro-business...)¹.



De telles politiques mènent à la marginalisation de l'agriculture paysanne, participent activement à l'exode rural – dans des pays, comme en RDC et au Burundi, où environ 80% de la population vivent de l'agriculture et où il y a peu d'emplois à pourvoir dans les services et l'industrie –, et ont des impacts environnementaux négatifs (épuisement des nappes phréatiques, assèchement, salinisation et stérilisation des sols, érosion...).

Les énergies et les capacités financières des acteurs du développement, des institutions internationales et des Etats devraient au contraire se concentrer sur les premiers investisseurs – à savoir les agriculteurs eux-mêmes – qui sont ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les plus à même d'enrayer le problème de la faim de manière durable.

Pour ce faire, **une attention particulière doit être portée à l'agriculture paysanne et aux techniques agro-écologiques** qui sont des éléments fondamentaux dans la lutte contre la faim, la pauvreté et le changement climatique.

La dimension « genre » nous paraît aussi importante car, en Afrique subsaharienne, « les femmes produisent jusqu'à 80% des aliments de base et assurent 60% de l'économie parallèle; elles constituent 70% de toute la main-d'œuvre agricole et produisent 90% environ de la nourriture », comme le soulignait la FAO en 2008².



Le soutien à l'agriculture paysanne familiale passe donc obligatoirement par la prise en compte des difficultés particulières touchant les femmes.

Les Etats devraient donc investir dans les infrastructures nécessaires au développement de l'agriculture locale (notamment en favorisant l'investissement des agriculteurs eux-mêmes : sécurisation des terres, stabilisation et amélioration des revenus – débouchés urbains, programmes de soutien à l'agriculture locale...) et dans les outils nécessaires à la protection de leurs agriculteurs. Il s'agit aussi de soutenir la transformation et la commercialisation à l'échelle locale et nationale par des agriculteurs/trices et des groupes d'agriculteurs/trices (type coopérative).

Les politiques belges ont leur rôle à jouer :

Au niveau de la coopération

- ◆ La coopération belge devrait privilégier l'augmentation de la productivité par la **promotion de techniques agro-écologiques** aisément appropriables/maitrisables par les paysans et les paysannes, l'aide et la formation, au lieu d'aligner leurs programmes sur des programmes de type « révolution verte » : privatisation de la filière semence, incitation à l'utilisation de techniques agricoles non écologiques, développement d'une demande en intrants par la mise en place de réseaux d' « agrodealers »...
- ◆ La coopération belge devrait par ailleurs encourager la mise en place de **programmes économiques qui bénéficient** à court, moyen et long terme **aux populations défavorisées**. Une telle coopération n'est pas compatible avec des enjeux commerciaux issus du secteur privé et bénéficiant essentiellement à celui-ci.

- ◆ La coopération devrait aussi **soutenir les Etats partenaires et les acteurs sociaux locaux** (syndicats, mouvements, coopératives, PME, ONG locales...) afin de permettre l'émergence d'un secteur agro-alimentaire national socialement, économiquement et écologiquement durable bâti sur les initiatives portées par la paysannerie et les groupements qu'elle constitue (associations, ONG, coopératives, asbl, ...) et capable d'assurer la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, **il s'agit de veiller à une participation effective des femmes à la gestion financière de la production agricole et de sa commercialisation**.

Au niveau du parlement fédéral

- ✓ **Adopter une résolution visant à inclure la dimension du « genre » dans l'agriculture.** La proposition de résolution concernant la prise en compte du genre dans la souveraineté alimentaire **déposée par Thérèse Snoy (29 mars 2011) et consorts nous paraît une base idéale** pour ouvrir ce débat.
- ✓ **Fixer des conditions à toute entreprise belge ayant la volonté de s'implanter dans un pays en proie à des problèmes de sécurité alimentaire.** Les investissements, par exemple, ne doivent porter préjudice ni aux populations paysannes (déplacements, privation de terres et de ressources aquifères) ni à la sécurité alimentaire du pays (déforestation, transformation d'étendues arables dont la production était destinée auparavant au marché alimentaire local en terres dont la production est vouée à l'export, ...). Afin de vérifier le respect de ces conditions, des études d'impact indépendantes devraient être réalisées au préalable.
- ✓ Veiller à ce que la production relative à tout investissement agricole dans un pays souffrant d'insécurité alimentaire répondant aux critères susmentionnés, soit destinée au marché local et/ou national.
- ✓ Prendre des mesures adaptées (lois, résolutions, interpellation du gouvernement) pour proscrire toute aide publique (BIO, Du croire, AWEX, SBI...) pour des projets d'investissement à l'étranger visant l'acquisition de terres à grande échelle et la prise de contrôle sur les ressources naturelles aux dépens des populations locales, ou de tout autre projet qui mettrait à mal la sécurité alimentaire des populations locales.



OAP Production d'huile de palme

Aux niveaux communal, provincial et régional

Reconnaître le caractère global des enjeux auxquels l'agriculture et nos systèmes alimentaires doivent faire face aujourd'hui. Cela implique une nécessaire persévérance dans la mise en œuvre, **tant au sud que chez nous**, d'un système alimentaire et agricole juste, éthique et équitable capable de répondre aux défis actuels (la justice sociale, la santé, la préservation des ressources, l'emploi...) et des défis à venir (raréfaction des ressources pétrolières et bouleversements climatiques).

Nous recommandons donc :

- ⇒ D'utiliser les moyens à la disposition des communes et provinces pour sensibiliser les citoyens à une alimentation saine et locale ;
- ⇒ De favoriser les circuits courts par la mise à disposition de locaux à des Groupes d'achats communs et/ou des producteurs fournissant des paniers bio aux particuliers ;

¹ Aux commandes de cette « nouvelle » révolution verte : Le « Forum Economique Mondial », le « G8 », les fondations « philanthro-capitalistes » (de type AGRA, financé par la fondation Bill et Melinda Gates et la fondation Rockefeller, déjà à l'origine de la première révolution verte) et les diverses multinationales de l'agrobusiness qui, sous couvert de faire du développement et de lutter contre la faim et la pauvreté, s'accaparent de nouveaux marchés – avec l'appui, la légitimité et le financement des acteurs traditionnels du développement.

² FAO (2008), *Egalité des sexes. Garantir une participation égale des femmes et des hommes ruraux au développement*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

- ⇒ De généraliser l'utilisation de produits sains produits localement dans les cantines, hôpitaux, maisons de retraites... et assurer ainsi des débouchés aux producteurs de proximité ;
- ⇒ De développer des jardins collectifs dans les espaces verts appartenant à la commune/province/région/CPAS afin d'y implanter des cultures maraîchères gérées en partenariat avec des associations locales de lutte contre la pauvreté, des écoles, des institutions locales (CPAS...), des citoyens volontaires, des jeunes ayant la volonté de s'installer...
- ⇒ De penser l'aménagement urbain en y incluant des zones vertes publiques et des jardins et potagers collectifs/publics et veiller à ce qu'aucun nouveau projet (urbanistique, immobilier...) ne se fasse au détriment de terres agricoles ;
- ⇒ De permettre l'installation de nouveaux/nouvelles paysan-e-s par la location de terres achetées/possédées par les CPAS, les communes, les provinces et les régions ;
- ⇒ De rédiger (ou d'actualiser) de nouveaux « schémas de structure communaux » (SSC) en veillant à inclure les défis futurs (écologie, économie, raréfaction des ressources énergétiques traditionnelles, relocalisation d'une partie du système alimentaire...). Veiller à inclure la population, les organisations, associations et mouvements locaux et paysans dans la rédaction de ces schémas.

François Delvaux,
Secteur Politique

Des partenaires qui font reculer la faim ! Allons à leur rencontre !

Au Burundi avec AVIDEC Appui à la sécurité alimentaire durable des ménages agricoles dans la région de Nyabihanga

Un contexte difficile

Avec une superficie de 27 834 km² et une population de plus de 9 millions habitants, le Burundi est l'un des pays les plus peuplés d'Afrique avec une densité moyenne de plus de 300 habitants au km². Pays montagneux et enclavé dans la région des Grands Lacs de l'Afrique centrale, la paix et la stabilité du Burundi sont inextricablement liées aux développements politiques de ses voisins (en particulier de la RDC) et vice versa.

Au cours de cette dernière décennie, l'économie burundaise, déjà fragile, s'est retrouvée encore plus affaiblie.

L'agriculture, qui compte pour plus de 50% dans le produit national brut et fournit plus de 80% des emplois et 90% des exportations, a fortement reculé. Suite à la faible performance en matière de gouvernance et au niveau élevé de corruption qui caractérisent pas mal de secteurs socio-économiques du pays, le Burundi n'a pas pu attirer ou maintenir un niveau d'investissements extérieurs et intérieurs qui aurait pu conduire à une croissance et à une stabilité économiques.



La crise a rendu difficile l'accès aux terres cultivables et l'absence d'intrants a fait baisser la production agricole. A cela s'ajoutent les aléas climatiques (sécheresse, inondations) et les maladies qui ont frappé certaines cultures comme le manioc et qui affectent la production et exposent, par conséquent, un nombre croissant de ménages à une situation d'insécurité alimentaire chronique. Aujourd'hui, on estime que l'insécurité alimentaire frappe plus de 75% des Burundais. La pauvreté s'est donc aggravée, touchant plus de 60% de la population. D'après l'indicateur de développement humain, le pays occupe le 166^e rang sur 169 pays (PNUD-HDR, 2010).

Le projet se déroule dans la province de Mwaro. C'est l'une des provinces situées au centre du pays, sur le plateau central, à une altitude de 1700 m. Elle compte environ 250 000 habitants dont 95% vivent de l'agriculture et de l'élevage.

Produire mieux pour vivre de la terre

L'Association villageoise pour le développement communautaire (AVIDEC) est une ASBL burundaise créée en 2003. Une des forces d'AVIDEC est sa capacité à animer, impliquer et encadrer la population en vue d'améliorer la situation alimentaire dans les ménages.

AVIDEC est partenaire d'**ENTRAIDE ET FRATERNITÉ** depuis 2008. Le programme d'appui à la sécurité alimentaire et économique des ménages ruraux dans la région de Nyabihanga a pour objectif que les paysans disposent de suffisamment de nourriture et commercialisent facilement le surplus de leur récolte. Entraide et Fraternité et AVIDEC voudraient permettre aux ménages agricoles de satisfaire leurs besoins élémentaires à travers le travail de la terre. Concrètement, il s'agit de former les producteurs aux techniques agricoles et d'élevage modernes, de faciliter l'acquisition des intrants, d'organiser les récoltes et de faciliter l'écoulement des surplus.

Qui sont les bénéficiaires ?

16 associations paysannes implantées sur 8 collines des communes Nyabihanga et Ndava (province de Mwaro) sont encadrées et formées afin d'améliorer leur production agricole et pastorale.



Comment s'y prennent-ils ?

Formations techniques et bétail « rotatif »

Le projet est actuellement dans sa 2^e phase pour une durée de 3 ans. De nombreuses activités sont prévues : les paysans recevront des formations afin de renforcer leurs capacités en **techniques agricoles**, apicoles et d'élevage. Pour ce dernier volet, les ménages bénéficieront, à tour de rôle, de **chèvres** et **vaches** grâce à un système de **crédit rotatif**. L'association fournit des semences (pomme de terre, maïs, haricots), des outils et soutient la production de fumier.

Gestion des récoltes

Afin de préserver les semences pour les saisons suivantes, un hangar a été construit. 14 associations encadrées par AVIDEC y conservent leurs semences de pomme de terre, de maïs et de haricots. Cela permet de disposer des semences suffisantes pour assurer la continuité de la production, saison par saison. Le hangar permet également de faire des réserves pour les périodes de disette. Les femmes sont encouragées à transformer certaines récoltes (par exemple le maïs et le sorgho).

Protection des sols et de l'environnement

AVIDEC est active dans l'éducation à l'environnement en milieu scolaire. Pour cela, elle organise des concours dans les écoles sur les moyens de prendre soins de la planète que Dieu a mise à notre disposition. Le but est d'impliquer les jeunes dans l'action. Actuellement la campagne d'AVIDEC porte sur le thème : l'érosion, c'est l'ennemi du développement. Un film sur la protection de l'environnement est également diffusé dans les 2 communes Nyabihanga et Ndava en province de Mwaro.

Il souhaite vous rencontrer !



Venant NAHIMPEREYE
Coordinateur d'AVIDEC.

Formé en pédagogie, il est diplômé en pastorale et catéchèse à l'Institut Catéchétique Africain et en théologie pratique à l'Institut International Lumen Vitae de Bruxelles.

A côté de son travail dans le développement communautaire, Venant a été pendant plus de 15 ans Coordinateur de l'Action Familiale de Gitega, une organisation de laïcs dépendant de l'Archidiocèse de Gitega menant des activités d'encadrement des jeunes, de préparation au mariage, d'accompagnement des couples et de planning familial naturel.

Dans ses loisirs, Venant est amateur du ballon rond. Il fut entraîneur de l'équipe de football de la paroisse de Kibungere, sa paroisse d'origine dont il a été responsable avant sa fondation canonique. Il a 55 ans, est marié et père de 8 enfants, 4 filles et 4 garçons.

Rencontres : Voir agenda p.17

Au Burundi avec l'Organisation d'Appui à l'Autopromotion

Soutenir l'agriculture paysanne

L'Organisation d'appui à l'autopromotion (OAP) a été créée juste avant les événements de 1993 et a comme objectifs principaux :

- ✓ le développement économique et social des populations rurales ;
- ✓ l'appui aux initiatives locales d'autopromotion ;
- ✓ le renforcement de la prise en charge des actions par les structures locales ;
- ✓ l'intervention en situation d'urgence en concertation avec les autres organisations humanitaires ;
- ✓ la stabilisation de la population par l'installation des infrastructures de base et le développement de l'esprit de travail communautaire et associatif.

L'OAP est partenaire d'**ENTRAIDE ET FRATERNITÉ** depuis 2006. Lancé en juillet 2008, le programme d'appui à l'agriculture paysanne dans la province de Bujumbura rural est actuellement dans sa deuxième phase et vise **l'augmentation de la production vivrière et des revenus** pour le développement socio-économique durable.

Qui sont les bénéficiaires ?

Le programme s'adresse à **2275 ménages regroupés dans 111 associations de producteurs** réparties dans les 11 communes de la province de Bujumbura rural. Il s'agit d'associations choisies parmi les plus actives et qui manifestent une grande cohésion entre leurs membres et dont les actions sont appréciées et bénéfiques aux communautés locales.

Comment s'y prennent-ils ?

Renforcer les capacités techniques des producteurs

Le programme propose des mesures d'intensification agricole pour augmenter la productivité de différentes cultures vivrières et des techniques d'élevage. Les bénéficiaires reçoivent **plusieurs formations**, notamment sur les techniques anti-érosion et sur des techniques agricoles améliorées en vue d'augmenter leur production.



Les paysans sont également sensibilisés aux pratiques de **l'élevage** (chèvres, poules). Le but est d'arriver à 68 % des ménages appuyés utilisant des méthodes agricoles durables.

3 champs de démonstration seront progressivement installés et serviront de lieu d'étude et d'apprentissage pratique pour les agriculteurs. En plus de la multiplication des semences par les paysans, le projet compte appuyer la mise en place de **7 boutiques d'intrants agricoles** de proximité afin de faciliter l'accès des producteurs aux intrants (outils aratoires, engrais...) à des prix abordables.

Appui à la commercialisation

L'OAP prévoit la construction de **2 hangars** (un pour le riz, muni d'une décortiqueuse et d'une boutique d'intrants, et un autre pour les pommes de terre) afin que les associations puissent y stocker à la fois les semences et les récoltes. Ils pourront ainsi stocker la production dans l'attente de la transformer. Le stockage et la transformation permettent aux producteurs d'écouler facilement leurs productions à des prix rémunérateurs, de valoriser les récoltes et d'atténuer les pénuries en période de soudure.



Le programme prévoit la mise en place d'un **centre de fabrication de farines composées** (sorgho, maïs, blé, soja). Ce centre constituera un débouché pour l'écoulement de certaines productions des associations de base et des agriculteurs.



Elle souhaite vous rencontrer !

Pascasie KANA, Secrétaire exécutive de l'OAP, membre fondatrice et trésorière de l'Observatoire de l'action gouvernementale. Son parcours,

tant privé que professionnel, est fortement lié à l'histoire de son pays. Les tensions ethniques ont fait qu'à un moment donné, elle a dû fuir le Burundi et travailler au Congo, au Niger et en Mauritanie, toujours dans le domaine de la défense des droits des femmes. Elle collabore avec de nombreuses organisations. Le changement de situation des femmes pauvres en milieu rural, l'éveil citoyen et l'élaboration des stratégies d'action sont des missions très importantes à ses yeux.

Rencontres : voir Agenda p.17

Au Congo RDC avec Le Comité Anti-bwaki

Dans quel contexte ?

Créé en 1965 pour mener des actions d'urgence, le Comité Anti-Bwaki (CAB) est actif dans le développement rural d'une manière intense depuis 1980. Sa zone d'action s'étend sur la région du Bushi, au Sud Kivu. Il dispose d'une longue expérience dans les domaines de :

- ✓ animation et structuration paysanne;
- ✓ hydraulique villageoise et sensibilisation à l'hygiène et assainissement ;
- ✓ agriculture, élevage et environnement : formation des paysans, vulgarisation de techniques comme la fertilisation naturelle, l'amélioration des semences, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage... et de techniques d'élevage. Aide à l'acquisition de semences, d'outils, de géniteurs, de produits vétérinaires...), reboisement/agroforesterie et lutte contre l'érosion (plus de 50 000 mètres de haies vives par année, fossés, terrasses...), drainage et assainissement des marais, introduction des pratiques agro-pastorales dans les écoles, foires agricoles ou journées champêtres tous les deux ans ;
- ✓ développement des agglomérations : appui à la réhabilitation des routes locales, amélioration de l'habitat par le crédit-tôles, appui aux microréalisations artisanales génératrices de revenu par des crédits rotatifs, des formations techniques, des appuis-conseils et plaidoyer ;
- ✓ promotion féminine : conscientisation, formations des femmes dans 14 groupements totalisant 1300 membres, appui aux activités d'allègement des charges; activités génératrices de revenu (crédits petit commerce, crédit à l'entrepreneuriat, production artisanale de savon, petit élevage, etc.).

Le programme d'appui à l'agriculture paysanne en cours a été lancé en 2009 et a évolué entre les élections de 2006 et celles de 2011. Il était attendu qu'il se réalise dans un cadre politique et socio-économique plutôt positif, marqué par d'importants investissements dans le cadre du Programme des 5 Chantiers du Président Kabila et de la politique de reconstruction annoncée par le Gouvernement au niveau local et national.



CAB—Journées champêtres—Photothèque EF

Le programme devait, dans ce cas, être un réel complément dans le cadre d'une mobilisation générale pour le travail et le développement. Cela n'est malheureusement pas le cas : les investissements attendus n'ont pas été effectifs, et la situation socio-économique des populations a continué à se dégrader.

Des cas d'insécurité et de violation des droits humains ont perduré dans la région et la situation qui secoue actuellement le Nord Kivu provoque un élan de panique et de tensions au sein de la population et des acteurs de développement du Sud Kivu. La région demeure en situation humanitaire critique. Ce qui pourrait amener à des interventions qui, dans certains cas, contrastent avec les approches d'autopromotion prônées par le CAB et par d'autres ONG locales de développement.

Quels sont leurs objectifs ?

Le programme vise à améliorer le niveau de vie des populations bénéficiaires et à sensibiliser la population rurale de la région du Bushi aux enjeux environnementaux. Le projet favorise en particulier la professionnalisation progressive des producteurs : augmentation de la production agro-pastorale, accès des ménages ruraux à l'eau potable et à de meilleures conditions d'hygiène, augmentation des revenus des ménages bénéficiaires ainsi que l'intégration par la population du Bushi des pratiques de gestion rationnelle des ressources naturelles.

Qui sont les bénéficiaires ?

Actuellement, le CAB accompagne **55 000 ménages, vivant dans 318 villages. 8 coopératives agricoles** sont encadrées et appuyées dans la commercialisation des produits. Elles sont regroupées depuis 2011 en Réseau des organisations paysannes du Sud Kivu. Le CAB intervient dans les villages en partenariat avec les structures de base, à savoir 22 Comités de développement (CD) et 14 Groupements féminins (GF).

Comment s'y prennent-ils ?

Activités de production agricole

Des **formations en techniques agricoles intensives** sont régulièrement organisées dans les CD et GF. La mise en pratiques des acquis est souvent récompensée par des prix aux meilleurs que le CAB octroie tous les 2 ans aux producteurs lors de ses légendaires Journées champêtres.

Le CAB **facilite l'accès aux intrants** par la mise en place de services de proximité : 22 banques de semences vivrières et 17 banques de semences maraichères sont opérationnelles et comptent 2713 membres ; 16 pharmacies agro-pastorales rendent disponibles les produits vétérinaires dans les villages.

Le CAB met à disposition des ménages de **nouvelles terres cultivables** par l'appui aux activités de drainage des marais. Ces 3 dernières années, 607 ha ont été aménagés dans 13 marais pour l'extension de la culture du riz irrigué et des cultures vivrières. Ces surfaces sont exploitées par 7238 ménages.

Faire de l'agriculture un métier rémunérateur

Produire pour satisfaire les besoins alimentaires, mais également avoir des revenus pour répondre aux autres besoins de base, tel est le but des activités d'appui à la commercialisation des produits agricoles et d'élevage. Le CAB appuie la **structuration des organisations paysannes**, vulgarise les textes réglementaires et assure le contrôle du respect des droits des paysans.

Le CAB accompagne l'organisation des producteurs en filières de production et d'écoulement et en coopératives. Douze filières (tomates, oignon, sorgho, haricots, ail, riz, manioc, soja, pomme de terre, choux, aubergine et maïs) composées de 4431 membres producteurs sont encadrées.

Actuellement, 8 coopératives agricoles sont opérationnelles et disposent des magasins de stockage des produits destinés à la commercialisation. Afin de faciliter l'écoulement des produits des coopératives, le CAB a mis à la disposition de leur Réseau un **centre de transformation et de vente de produits** (CTV) dans la ville de Bukavu.



De l'eau potable dans les villages

Grâce à l'aménagement de sources et de systèmes d'adduction d'eau, le CAB facilite l'accès à l'eau potable des ménages ruraux. Actuellement, le taux d'accès est à 64,2 % dans sa zone d'intervention, il était à 35 % au démarrage du programme.

Des appuis sont nécessaires pour assurer son fonctionnement et fournir un réel service aux coopératives

En plus du CTV, 8 **petites unités de conditionnement et de transformation** des produits agricoles sont opérationnelles dans les Comités de Développement. Ces initiatives se heurtent encore au problème d'équipements adaptés et de fonds de roulement, les crédits auprès des institutions de microfinance étant très chers. Le CAB les accompagne à travers la formation technique, les études et le montage des dossiers ainsi que la recherche des financements. Le projet dispose d'un petit fonds de garantie pour faciliter l'accès au crédit. Ce fonds reste insuffisant par rapport aux nombre d'initiatives porteuses identifiées dans les villages.

Le CAB a soutenu la mise en place de 17 Brigades Eau, Hygiène, Assainissement et Environnement composées de chefs et leaders locaux qui opèrent dans les villages pour assurer la salubrité dans les villages et l'utilisation rationnelles des ressources.

Ils souhaitent vous rencontrer !



Patient BAGENDA BALAGIZI, Secrétaire Général du Comité Anti-bwaki. En plus d'être engagé dans la lutte pour le développement à la base, Patient Bagenda Balagizi est un fin observateur de la vie politique et sociale du Congo. Il a présidé le Conseil des ONG de développement du Sud-Kivu (1987 à 1993), la Société Civile du Sud-Kivu (1991 à 1994). Il a milité pour la création et l'organisation de la Radio communautaire Maendeleo. Avec son organisation, il a publié plusieurs documents et ouvrages d'animation citoyenne dont : *Démocratie : Charte* (1991), *Taxes, budget et développement dans les entités décentralisées du Sud-Kivu* (1992), *Noyau et lutte politique* (1993), *Politicien* (1994), *Problématique des taxes dans les entités administratives du Sud-Kivu* (1996), *La bonne gouvernance* (1998), *Le Congo malade de ses hommes : crimes, pillages et guerres au Congo* (2000).



Louis KARHEBWA CIRHABALWA, Micro-entrepreneur bénéficiaire des activités du CAB. Face au manque de débouchés et à l'absence d'une politique nationale de soutien à l'emploi, Louis a dû ranger son diplôme de chimiste et s'est reconverti en agriculteur. Il est membre du Comité de développement (CD) *Union des éleveurs et agriculteurs de Mudaka*, organisation de base partenaire du CAB. Il a lancé une activité de fabrication artisanale du vin de canne à sucre. Ainsi, il valorise la production locale, offre un débouché aux paysans producteurs de canne à sucre et emploie 4 jeunes dans son atelier. Avec l'appui du Comité anti-bwaki, il a pu bénéficier de formations techniques et d'un encadrement pour l'accès au crédit, ce qui lui a permis d'acquérir de nouveaux équipements et d'accroître son activité.

Rencontres voir Agenda p. 17

A la poursuite d'un idéal : Mont Rigi, 7^e édition !

Changer le monde en théorie et en pratique ... un programme plutôt ambitieux pour le traditionnel week-end de formation des jeunes Alter'actifs qui s'est déroulé fin janvier. Marc nous livre ses impressions.

Changer le monde, on en rêve tous ! Surtout quand on est jeune... On voudrait tous la fin des injustices, de la pauvreté, une planète plus verte, sans pub et sans OGM...

Nous sommes nombreux à nous engager pour cela, mais parfois nous doutons : nos mobilisations sont-elles efficaces ? Nos analyses sont-elles les bonnes ? Quelles sont les actions et les mesures à privilégier pour faire vraiment bouger les choses ?

Ce sont ces questions qui étaient au point de départ du 7^e week-end de formation organisé par les jeunes **Alter'actifs d'Entraide et Fraternité**.

En collaboration avec **Agir Pour la Paix**, la petite cinquantaine de jeunes inscrits (un record !) a tout d'abord fait la découverte des méthodes de l'Action Directe Non Violente. Lors de la deuxième journée, les jeunes se sont plongés dans les pistes de réformes politiques et économiques proposées par le « **Collectif Roosevelt 2012** ».

La curiosité, voilà ce qui m'a poussé vers le Mont Rigi. Parti de Namur avec mes amis étudiants en coopération internationale, nous débarquons dans les Hautes-Fagnes avec une petite pointe d'appréhension : qu'est ce qui nous attend ici ? A peine arrivés, une bande de copains nous annonce la couleur : ce sera festif !

On nous installe tous à table pour un spaghetti 'bol'bio' de légende. Entre deux bouchées François (*Letocart d'EF*) nous annonce le programme du weekend.

La soirée du vendredi et la journée du samedi sont dédiées à la découverte des techniques de l'action directe non violente. Zoï et Paola, nos formatrices, nous permettent de briser la glace avec des jeux ludiques et dynamiques. Après avoir découvert les fondements théoriques de la désobéissance civile, nous apprenons, entre autres, à planifier une action et à prendre des décisions rapides dans des situations « stressantes ». Bien sûr, cela reste virtuel et pacifiste mais, c'est sûr, on se sent maintenant paré pour tout type de manifestation.

Le moment le plus *fun* est bien entendu l'initiation à différentes techniques de blocage. Les uns jouent les policiers et les autres les manifestants.

Dans de grands éclats de rire, tout le monde finit par se rouler dans la neige sous le regard médusé de touristes hollandais venu faire du ski !

Après la séance sportive et quelque peu rafraîchis, on ne tarde pas à se réchauffer grâce au feu ouvert et à une bonne bière bio locale.

En attendant le souper, le **Kout'pouce** de Louvain-la-Neuve nous fait découvrir le jeu de la ficelle, qui montre les liens entre des problématiques *a priori* aussi éloignées que les changements climatiques et la surconsommation de viande.

Sensibilisés mais aussi révoltés par les conséquences de l'action des multinationales et le cynisme des décideurs politiques, on se laisse emporter par ce jeu qui nous pousse plus loin dans notre réflexion personnelle. On se dit aussi qu'on a bien fait de choisir de manger bio et local durant tout le week-end !

Après un souper tardif, la soirée du samedi se transforme en veillée... on apprend à se connaître, en chansons ou autour d'un jeu de cartes. Cette première journée est pour moi une réussite, tant au niveau instructif qu'au niveau humain.

Le lendemain le réveil est difficile. Après le petit déjeuner, Michel Cermak du **CNCD-11.11.11** nous explique les quinze mesures prioritaires de politique

économique pour sortir de la crise proposées par le Collectif Roosevelt 2012. Entre crise de l'emploi, théorie de la croissance et droit au bonheur, le formateur ouvre les yeux à certains, quand d'autres ne font que se rafraîchir la mémoire. La présentation se termine par un débat passionné : ne faut-il pas aller beaucoup plus loin que ce programme économique ?

Après le repas de midi, tout le monde est fatigué. Le week-end se termine par une présentation d'**Alter'actifs**, puis une évaluation où chacun est invité à s'exprimer. Ensuite vient une balade dans les Fagnes pour celles et ceux qui n'ont pas peur du froid !

Mes amis et moi quittons la station scientifique du Mont-Rigi remplis de souvenirs, de rencontres mais surtout de motivation 'pour que la Terre tourne plus Juste', chacun à sa manière.

Marc, de Namur



PAUSE CAFÉ 2013

Récolter de l'argent grâce à une tasse de café

Faites une
pause café.
Ça fait
du **bien !**



ENTRAIDE &
FRATERNITÉ



www.entraide.be



Comment ?

**Offrir le café en échange
d'une libre participation.**

Dans toute la Wallonie et à Bruxelles, offrez le café dans votre Colruyt, chez vous, sur votre lieu de travail, dans votre club de loisirs, à la sortie de l'école, lors d'une réunion de parents, d'une assemblée, d'une fête religieuse ou d'une compétition sportive, à la bibliothèque, dans une galerie commerciale, ... partout !

Ce qui est à faire ? Préparer le café et autres boissons, faire (faire) des cakes maison et inviter amis, parents, collègues de bureau, voisins et passants à se régaler en échange d'une contribution libre. Chacun donne ce qu'il veut. L'objectif est de récolter 20.000 euros. Chaque tasse de café compte !

Entraide et Fraternité fournit un kit Pause Café comprenant affiches, tirelires, survestes au logo d'Entraide et Fraternité et folders Pause Café.

Qui ?

Tout un chacun !

Avec son groupe, seul, avec son école, son entreprise, son club de loisirs, sa communauté paroissiale.

Où ?

A votre libre choix

Vous pouvez choisir d'organiser votre Pause-Café au marché, près d'une gare ou lors d'un événement sportif ou religieux. N'oubliez pas de demander une autorisation à l'avance. Utilisez nos affiches Pause-Café pour rendre l'action visible. Parlez aux passants pour leur dire que chaque tasse de café compte !

Vous pouvez également organiser une Pause Café chez vous, à la maison. Invitez des amis, des membres de votre famille pour un goûter sympa.

Quand ?

A partir du vendredi 22 février 2013,
quand vous voulez, durant toute l'année.

Dans les magasins Colruyt, partenaires de l'opération, uniquement le vendredi 22 février

Pourquoi ?

**Les Pauses Café financent la construction de sources d'eau au Burundi
et la maison Mojoca des enfants de la rue, au Guatemala.**

Grâce aux Pauses Café, des centaines d'enfants peuvent envisager leur propre avenir.

Mais aussi :

Les Pauses Café favorisent la rencontre et l'échange et elles sont l'occasion de parler d'Entraide et Fraternité.

S'inscrire ?

**Enregistrez votre Pause Café auprès de Catherine, par téléphone (02 227 66 85)
ou par mail (pausecafe@entraide.be).**



L'étrange enfermement des étrangers

Ci-dessous, des extraits d'une analyse écrite par Xavier Dijon¹ pour Vivre Ensemble. Un texte d'une grande qualité que nous vous invitons chaleureusement à lire en entier sur www.vivre-ensemble.be. Vous pouvez obtenir une ou des copies papier sur simple demande.

(...) Un bref aperçu chiffré sur la réalité des 5 centres fermés situés à Bruges, Merksplas, Vottem et (deux) à Steenokkerzeel : le Caricole et le « 127 bis ». Selon le rapport d'activités de l'Office des étrangers, en 2011, les centres fermés disposaient, au total, de 535 places. Sur cette même année 2011, 7034 personnes ont été détenues dans les centres fermés. Les trois quarts d'entre elles ont été éloignées du pays².

L'enfermement : délinquant versus étranger

L'enfermement est une mesure grave car, non seulement, elle prive matériellement une personne de sa liberté d'aller et de venir, mais encore elle atteint moralement cette personne dans son estime d'elle-même. La société, en effet, n'autorise plus cette personne-là à se déployer librement dans l'espace car elle ne 'mérite' plus de jouir d'une telle autonomie. En ce sens, **l'enfermement constitue par lui-même un jugement** : il 'juge' que la personne enfermée ne mérite plus la confiance que la société lui accordait jusqu'ici pour la laisser circuler à son gré. Qu'a donc commis cette personne pour mériter un tel 'jugement' ? (...)

Ici, il ne s'agit pas (...) de sanctionner le comportement délinquant de la personne qui aurait porté atteinte aux valeurs fondamentales de la société, telles que garanties par le droit pénal. Il s'agit seulement de faire respecter, par la contrainte étatique, la répartition de l'humanité entre les différents pays qui se partagent l'espace terrestre. (...)

D'où la réaction bien compréhensible de l'étranger que l'on enferme : « Mais je n'ai rien fait de mal ! ».

(...) Faut-il vraiment l'enfermer, avec tout le cortège d'humiliations qu'entraîne une telle mesure, comme s'il était délinquant³ ? (...)

¹ Xavier Dijon s.j., professeur émérite à la Faculté de Droit de l'Université de Namur et collaborateur bénévole au JRS-Belgium (Service Jésuite pour les Réfugiés)

² Ce chiffre comprend le nombre des premiers enfermements opérés sur une année dans les centres et n'inclut pas le nombre d'entrées (« intakes ») dans les différents centres du fait de déplacements internes de détenus d'un centre à un autre. Le chiffre des premiers enfermements opérés sur une année varie en plus ou en moins de 15 % : le plus bas en 2009 (6439 enfermements), le plus haut en 2006 (8742).

³ Nous réservons ici le cas de l'étranger qui trouble l'ordre public, car cette hypothèse rejoint le droit pénal.

S'il fuyait la persécution qui le visait personnellement, ou la violence généralisée dans son pays, ou un désastre écologique tel qu'une mortelle sécheresse, ou le marasme économique d'une nation gangrenée par la corruption, **le pays dit 'd'accueil' ne peut-il pas comprendre que cet homme (ou cette femme ou cette famille) cherchait à tout prix les conditions d'un avenir viable ?** Faut-il alors tuer ce projet dans l'âme par la mesure d'enfermement ?

Mais, dira-t-on, les frontières gardent tout de même leur raison d'être, délimitant l'espace du bien commun national, dans lequel les étrangers n'ont *a priori* pas leur place, puisqu'ils sont étrangers, précisément. On ajoutera d'ailleurs que la Belgique ne peut pas accueillir toute la misère du monde et qu'elle ne peut servir de *mister cash* à l'ensemble des peuples sous-développés. Si tout le monde peut circuler partout, que devient l'identité propre à un pays ?

La frontière : identité versus hospitalité

Il est vrai que l'identité nationale est un sujet sensible (...). A l'heure de la mondialisation, (...) nos contemporains éprouvent le besoin de retrouver leurs racines dans une terre délimitée à échelle plus humaine. (...)

L'homme aime que son pays soit pourvu d'une clôture, appelée frontière, délimitant ainsi l'espace où il se sent chez lui. (...)

Il est vrai que la frontière établit une distinction entre 'eux' et 'nous', distinction nécessaire à la constitution des identités, comme pour le 'toi' et le 'moi', mais la frontière n'est pas obligatoirement fermée, comme s'il fallait s'enfermer en soi pour être soi-même. L'identité forte n'est pas nécessairement celle de la forteresse.

A cet égard, **la tradition ancestrale de l'hospitalité** a quelque chose de remarquable car elle **ne nie en rien l'identité**, ni de la personne qui accueille ni de celle qui est accueillie, mais elle envisage le

L'identité forte n'est pas nécessairement celle de la forteresse. A cet égard, la tradition ancestrale de l'hospitalité a quelque chose de remarquable car elle ne nie en rien l'identité, ni de la personne qui accueille ni de celle qui est accueillie, mais elle envisage le seuil, – seuil de la maison, seuil du pays –, comme un lieu d'échange et non pas de fermeture.

seuil, – seuil de la maison, seuil du pays –, comme un lieu d'échange et non pas de fermeture.

Dans cette perspective-là, nous dirons que chaque être humain doit sans doute pouvoir être rattaché au 'chez soi' du lieu de sa naissance. (...) Mais, en même temps, lorsque la nécessité s'en fait sentir, chaque sujet doit aussi pouvoir franchir sa propre frontière pour trouver ailleurs les conditions d'existence où il serait 'libéré de la terreur et de la misère'⁴. Cette possibilité se fonde sur l'identité proprement humaine de tout être humain.

Les droits fondamentaux : humanité versus réfugié

Si importante qu'elle soit dans le vécu affectif et culturel de chaque personne, en effet, **l'identité nationale ne représente en aucune manière une valeur absolue**, sous peine de virer dans l'excès politique de l'extrême droite qui, se refusant à considérer le caractère humain de tout homme, n'accepte pas de reconnaître les droits de l'homme « au premier venu »⁵. En contraste avec cette étroitesse, le mouvement des droits de l'homme plaide précisément pour le caractère universel de la dignité proprement humaine. (...)

Pour rester sur le registre de l'identité, nous dirons qu'il existe donc, plus profondément encore que l'identité nationale, **une identité proprement humaine**, laquelle se détache de son contraire qui a pour nom le 'traitement inhumain', considéré par l'article 3 de la Convention européenne comme une violation des droits de l'homme. Or, n'est-ce pas à la lumière de cette identité basique qu'il nous faut revoir nos politiques d'accueil de l'immigré, d'abord sur le plan théorique de la définition du réfugié, ensuite sur le plan pratique qui nous occupe ici, l'enfermement ? (...)

En synergie avec les autres associations de défense des droits de l'homme, le *Jesuit Refugee Service* (JRS) milite en faveur des politiques migratoires qui ne recourent pas à l'enfermement.



La détention : en tout dernier recours

Ainsi, sur la base de diverses études menées sur le terrain⁶, le JRS – Europe a adopté en 2008 des résolutions de principe⁷ condamnant l'enfermement des réfugiés demandeurs d'asile, des familles avec enfants mineurs, des mineurs d'âge non accompagnés et des personnes particulièrement vulnérables. Il y préconisait également les conditions à respecter impérativement dans les cas, exceptionnels, où la détention serait quand même mis en œuvre :

- ◆ respect du principe de proportionnalité, de la dignité humaine et des droits fondamentaux
- ◆ nécessité d'une décision d'une autorité de justice indépendante
- ◆ durée limitée au strict minimum, et en tout cas ne dépassant pas deux mois

Fin 2012, le JRS-Europe a complété son positionnement politique par une série de recommandations relatives aux alternatives à la détention dont les premiers principes mettent à nouveau en évidence le caractère rigoureusement exceptionnel de l'enfermement. Il y invite également les Etats à chercher activement à assimiler l'expertise et les expériences des demandeurs d'asile et des migrants que le JRS tente d'accompagner et dont il se fait le porte-parole⁸.

Xavier Dijon

www.jrsbelgium.org

⁸ Une traduction française de cette résolution est disponible sur le site du JRS-BELGIUM www.jrsbelgium.org/images/stories/docs/french/jrs%20europe%20policy%20position%20on%20alternatives%20to%20detention_2012%20fr.pdf

Vous souhaitez être averti dès qu'une analyse est publiée ?
Cliquez « j'aime » sur notre page facebook :
www.facebook.com/Vivre.Ensemble32

Envoyez-nous votre adresse mail pour recevoir notre newsletter plusieurs fois par an :
isabelle.franck@vivre-ensemble.be

⁴ Dans le deuxième Considérant de son Préambule, la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) énonce que « l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme ».

⁵ Nous gardons l'appellation traditionnelle des 'droits de l'homme', présente dans la Déclaration universelle de 1948 et la Convention européenne de 1950, mais il est évidemment entendu que 'l'homme' désigne ici tout être humain, quel que soit son sexe ou son âge.

⁶ En particulier l'enquête DEVAS : De la détention à la vulnérabilité (Becoming Vulnerable in Detention) (2010). www.jrseurope.org/AdvocacyPages/Detention/JRSEuropePolicyPositionDetention.pdf (en anglais).

⁷ Une traduction française de cette résolution est disponible sur le site du JRS-BELGIUM www.jrsbelgium.org/images/stories/docs/french/jrs%20europe%20policy%20position%20on%20alternatives%20to%20detention_2012%20fr.pdf

Pour un développement durable qui n'oublie personne

« *Agir pour un développement durable qui n'oublie personne : le défi de l'agenda post-2015* » : Claude Mormont a participé au nom de EF à ce séminaire des 21 et 22 janvier organisé à Bruxelles par ATD Quart Monde. L'enjeu était d'apporter des éléments d'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et de faire des propositions pour la suite après 2015. Des délégations associatives de Belgique, France, Espagne, Ile Maurice, Haïti, Philippines, Pologne ont partagé leurs expériences et rencontré des responsables publics, des syndicalistes, des ONG au Comité des Régions de l'UE. ATD mène depuis deux ans une étude d'évaluation des OMD et a refusé de limiter cette étude aux pays du Sud.

Claude est revenu de ce séminaire avec une série d'éléments émanant des contributions des associations et mouvements :

Ile Maurice : Le partenariat avec des groupes très exclus est possible

Il apporte un éclairage neuf sur les réalités, mais il demande un investissement créatif en personnes, en temps, en méthode et en argent. A l'Ile Maurice (1,2 millions d'habitants), une expérience de « croisement des savoirs » a réuni la plupart des ONG : elle associait des « militants » vivant la pauvreté, des « accompagnateurs » (permanents et bénévoles des ONG), des responsables publics et universitaires. La démarche était difficile, notamment parce que chaque groupe se sentait menacé par la prétention de l'autre à posséder une part de savoir, mais les écueils ont pu être franchis. Un accompagnateur concluait : « *Nous avons découvert la nécessité d'un accompagnement des communautés dans la durée, non de façon sporadique* ».

Les conclusions de la démarche ont été présentées au Président de Maurice.

Espagne : le logement est devenu un privilège.

« *Pour tout droit, il faut payer le prix* » : le relogement d'habitants de bidonvilles, quand il a lieu, se fait le plus souvent sans concertation avec les habitants, qui se retrouvent dans des lieux éloignés, coupés de leurs réseaux de solidarité et soumis à un contrôle renforcé des services sociaux. Bien souvent, ils n'arrivent pas à payer le loyer et reviennent finalement dans des habitats informels et une situation pire.

La délégation philippine a rapporté une expérience similaire :

Le relogement de squatters à Manille s'est fait avec une concertation minimale avec la municipalité, qui voulait récupérer les terrains pour des projets économiques. Relogés loin du centre, avec d'importants frais de transport pour l'école ou le travail, beaucoup reviennent dans les squats, et sont accusés d'être des squatters professionnels. Au nord ou au sud, un « droit » octroyé isolément, sans concertation avec les habitants et sans connexion avec les autres droits, se retourne contre les « bénéficiaires ». Une évaluation sur le court terme peut conclure à une amélioration, mais il faut s'assurer que cette amélioration est durable.



Belgique : Le développement durable doit intégrer la composante humaine

Des demandeurs d'asile du centre de Natoye ont dénoncé le gaspillage humain que constitue l'attente interminable d'une décision incertaine. Pour eux, le développement durable doit intégrer la composante humaine. **La délégation haïtienne leur faisait écho** sur la base d'interviews d'habitants de bidonvilles de Port-au-Prince. Malgré une augmentation du nombre d'enfants scolarisés, la fréquentation irrégulière à cause du coût ou des responsabilités (garde des petits ou besoin de gagner de l'argent) entraîne de nombreux retards et très peu arrivent au terme du parcours secondaire. Ceux qui y arrivent ne trouvent pas de travail et les activités économiques informelles sont moins rémunératrices qu'hier. Encore un gâchis humain incompatible avec un développement durable.

Propositions pour un développement durable après 2015

Priorité à la question du gaspillage humain (quelqu'un a parlé des risques que court la biodiversité humaine comme celle de la nature).

Ces objectifs ne peuvent se limiter aux pays du Sud, d'une part parce qu'il est faux de nier l'existence de l'extrême pauvreté croissante au nord, d'autre part parce que l'apport du sud pour le développement du nord est nécessaire.

Ces objectifs ne peuvent se développer en omettant la question économique : tout projet économique devrait être testé à l'aune du développement durable. Plusieurs ont exprimé que, alors que certains veulent établir des droits minimum pour les pauvres, il faudrait aussi s'interroger sur les droits maximum pour les riches et la limite de l'accaparement.

L'expérience des pauvres est nécessaire si on veut n'oublier personne, mais elle est souvent niée, décrédibilisée voire criminalisée. Des expériences de partenariat multi-acteurs, incluant les plus pauvres, doivent être développées.

Les objectifs chiffrés de limitation de la pauvreté laissent de côté une partie de la population et sont source de violence entre ceux qui sont inclus et ceux qui sont laissés-pour-compte : la vraie efficacité consiste à vouloir atteindre tout le monde.

Claude Mormont

Bruxelles/Brabant wallon

- **Dimanche 24 février 16h30** : Célébration internationale à Schaerbeek. Rens. : Anne Le Garroy 0479 56 77 61 ou 02 533 29 58
- **Jeudi 28 février** : Conférence de Pierre Rabhi (**Complet**)
- **Vendredi 1^{er} mars 18h** : Repas solidaire et témoignage de **Patient Bagenda** à Molenbeek. Rens. : Anne Le Garroy 0479 56 77 61 ou 02 533 29 58
- **Dimanche 3 mars** : Témoignage de **Patient Bagenda** à la Paroisse St-Paul à Waterloo : Rens. : Pinto Renato 010 23 52 64 ou 0473 31 07 46
- **Dimanche 3 mars 10h30** : célébration internationale à St-Roch, Bruxelles. Rens. : Anne Le Garroy 0479 56 77 61 ou 02 533 29 58
- **Mardi 5 mars 11h** Témoignage de **Patient Bagenda** à la messe de Woluwé-St-Lambert. Rens. : Anne Le Garroy 0479 56 77 61 ou 02 533 29 58
- **Mardi 5 mars à 19h45** : Conférence par **Patient Bagenda** - Petite restauration dès 19h00—Salle Shalom, rue Madyol 5 - 1200 Woluwé-St-Lambert.
- **Mercredi 6 mars de 14h00 à 17h00** : Conférence de **Patient Bagenda** au Vicariat du BW, Chaussée de Bruxelles, 67 Wavre
- **Vendredi 8 mars 17h00** : Conférence de **Patient Bagenda** au centre œcuménique à Bruxelles. Rens. : Anne Le Garroy 0479 56 77 61 ou 02 533 29 58
- **Samedi 9 mars 20h** : Ciné-Débat « **Les Moissons du Futur** », avec **Patient Bagenda** - Braine-l'Alleud. Rens. : Pinto Renato 010 23 52 64 ou 0473 31 07 46
- **Dimanche 10 mars 9h30** : célébration et témoignage de **Patient Bagenda** à l'Eglise Notre-Dame à Anderlecht
- **Lundi 11 mars 14h15-16h15 séminaire** sur le développement à Lumen Vitae - UP Ste-Croix Ixelles. Rens. : Anne Le Garroy 0479 56 77 61 ou 02 533 29 58

Hainaut

- **Jeudi 28 février 20h** : Conférence débat avec **Pascasie Kana** au Centre Pastoral – 1, rue de Wez à 7620 Jollain-Merlin.
- **Vendredi 1^{er} mars 20h** : Conférence-débat avec **Pascasie Kana** - Maison Africaine - Chée de Gilly 124 - 6220 Fleurus
- **Samedi 2 mars 9h30** : Messe Eglise St-Victor – 6220 Fleurus en présence de **Pascasie Kana**
- **Samedi 2 mars 15h30** : Eglise de Momignies, Grand Place 6590 Momignies : témoignage de **Pascasie Kana**.
- **Dimanche 3 mars 14h30** : Conférence de **Pascasie Kana**, Salle interparoissiale, rue Léotard - 6500 Beaumont
- **Lundi 4 mars 20h** Conférence débat de **Pascasie Kana** à l'auditorium de la maison culturelle d'Ath – Château Burbant, rue du Gouvernement.
- **Mardi 5 mars 14h** Débat avec **agriculteurs** et **Pascasie Kana** au centre paroissial, rue Léotard, 13 à Beaumont.

- **Mardi 5 mars 19h30** : Conférence/débat avec **Pascasie Kana** à Terre Nouvelle, Rue de Menin, 3 - Mouscron
- **Jeudi 7 mars 20h** : Conférence/débat avec **Pascasie Kana** à la Salle St-Vincent, rue Chanoine Scarmure à Soignies
- **Vendredi 8 mars 19h** : Repas solidaire/ Conférence/débat avec **Pascasie Kana**. Maison Internationale, 99 rue d'Havré-Mons
- **Mardi 12 mars 19h30** : Conférence/débat avec **Pascasie Kana** au Cercle St-Michel à Gerpinnes.
- **Mercredi 13 mars** : Journée découverte à Frasne-lez-Anvaing + Soirée conférence débat avec **Pascasie Kana**. Rens. : Xavier Jadoul 0473 310 231
- **Jeudi 14 mars 19h** : Conférence-débat avec **Pascasie Kana** dans le cadre de la semaine internationale Notre Maison, Avenue des Etats-Unis, 1 - 7500 Tournai

Liège/Rég. Germanophone

- **Dimanche 24 février 8h30**, Eglise de Anthisnes, Rue de l'église : **déjeuner équitable**, animations et discussions avec **Patient Bagenda**. Rens. : Abbé A. Vervier (04 383 60 44)
- **Dimanche 24 février 9h**, Eglise de Dalhem, Rue du Général Thys : **déjeuner équitable**, animations et discussions avec **Louis**. Rens.: Anne Van Linthout-Locht (0474 34 44 13)
- **Lundi 25 février 20h**, Eglise Saint-Pierre, rue Louis Germeaux, à Hognoul : Afrique, Terre d'espérance. **Soirée témoignage avec Louis**. Rens. : Henri Mathy (04 / 250 23 31)
- **Lundi 25 février 20h**, Seraing, Eglise du Christ-Ouvrier, Rue de la Résistance (Val Potet) : Afrique, Terre d'espérance. **Soirée témoignage avec Patient Bagenda**. Rens. : Abbé J. Boever (04 233 83 26)
- **Mercredi 27 février 19h** : Rue des Foulons, 2 à Huy. **Repas de Carême** suivi d'un débat-rencontre avec **Venant**. Rens. : Abbé A. Dawance (085 21 20 05)
- **Vendredi 1 mars 19h**, Verviers, Salle de l'église Marie Médiatrice, rue Jehanster 77 : **Repas convivial** suivi d'une discussion avec **Venant**. Rens. : Jean-René Thonard (087 33 78 30)
- **Dimanche 3 mars de 10h30 à 16h30**, Welkenraedt (Eglise Saint-Jean-Baptiste puis Institut-Saint-Joseph) : **Solidari'fête !** Célébration religieuse, repas prix libre, animations enfants et adultes. Rens. : Yvan Dobbelstein (087 88 18 15)
- **Samedi 9 mars 20h00** : Conférence débat « Au lendemain d'une ordinaire journée de la femme » avec **Pascasie Kana**—lieu à déterminer
- **Vendredi 15 mars 19h** Eglise Sainte-Marguerite (rue Sainte-Marguerite) : **Repas burundais** suivi d'une discussion avec **Venant**. Rens. : Abbé A. de l'Arbre (0476/99.09.36).



Luxembourg

- **Samedi 17 février 11h30** à Harnoncourt : **Repas conférence avec Louis Karhebwa** : « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! » Suivi d'une marche solidaire. Salle du village- rue centrale 10- 6767 Harnoncourt Rens : Judith Pierard : 0497.31.01.22
- **Dimanche 24 Février 12h** : **Repas conférence avec Louis Karhebwa** : « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! » Maison de Village (Maison paroissiale) -6941 Heyd Rens. Robert Henrotte : 086.47.71.75
- **Samedi 2 mars 19h** « **Souper Tartiflette** » Souper d'information sur les projets soutenus par EF- Salle du Village, Grand Place 1 6850 Paliseul. Inscriptions : 061.53.37.05 ou 061.53.50.27
- **Jeudi 7 mars** : **Conférence/témoignage** : Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! » **avec Louis Karhebwa**. A la salle du Syndicat d'initiative, Rue des Martyres 25 6987 Marcourt (Rendez) Rens. Pascal Roger : 084.41.11.75
- **Vendredi 8 mars 19h** : **Souper bol de riz-conférence/témoignage** : Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! **A 20h** Conférence-témoignage de **Louis Karhebwa** - A la salle Ste-Anne 6813 THERMES Rens. : jl.brion@skynet.be – 061.31.10.35
- **Vendredi 8 mars 19h** : **Souper bol de riz-conférence/témoignage** : « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! ». **A 20h** conférence-témoignage de **Carine Hermal** (enseignante) Restaurant de l'école des Sources—Rue Croix-Le-Maire - 6760 Virton Rens.= Bernard Saint-Mard : 063.57.72.59
- **Samedi 9 mars 19h** : **Souper bol de riz-conférence/témoignage** : Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! **A 20h** conférence-témoignage de **Louis Karhebwa**. A la salle des Œuvres - 6800 FREUX Rens. Philippe Goosse : 061.61.10.85
- **Mardi 12 mars 18h30** : **Souper bol de riz-conférence/témoignage** : « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! » **A 19h30** conférence-témoignage de **Louis Karhebwa**. A la salle « Le Rosaire » - Route de Neufchateau 10 - 6720 Habay-La-Neuve Inscriptions Roger Gobert : 063.42.23.45
- **Mercredi 13 mars 18h30** **Souper bol de riz-conférence/témoignage** : « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! » **A 19h30** conférence-témoignage de **Louis Karhebwa**- A la salle « Le Foyer »- Rue des Chasseurs Ardennais - 6780 Messancy Rens. Marie-Edgard Masson : 0496.64.81.85

• Samedi 16 mars à partir de 14h00

Mini festival de films sur le thème "Alter-natifs, Alter-égaux" : images et émotions pour lutter contre le racisme.

A 14h 1^{er} film suivi d'un échange entre participants. **A 16h30** : 2^e film suivi d'un échange

Entrée libre pour les 2 films

Au Centre culturel de Bertrix- 73, rue de la Gare

Infos et réservations souhaitée : 061/41 23 00

• Dimanche 24 mars à 12h : Repas-ciné-débat :

« **Je mange donc je suis** », **Les enjeux de l'agro-business**. Halle de Han, Han 36 Tintigny. Infos :

André Wenkin 063 44 00 60



Namur

- **Vendredi 1^{er} mars 19h** : **souper témoignage** « Soutenir les paysans, c'est combattre efficacement la faim » : la situation au Burundi (avec **Carine Hermal** qui a voyagé au Burundi), salle « Les Echos », Rue de la Gare 23, 5100 Naninne.
- **Samedi 2 mars à 17h30** : **messe interculturelle** à St-Nicolas, Namur
- **Samedi 2 mars à 18h30** : **Souper Conférence** « L'Agriculture paysanne, clé du développement au Congo », avec **Louis Karhebwa**, et l'asbl *Caravane pour la Paix & la solidarité*. Institut Notre-Dame, Rue Julie Billiard 19, 5000 Namur. Infos et réservations : EF Namur : 081/ 41 41 22
- **Mardi 5 mars** : **Souper témoignage** « Soutenir les paysans, c'est combattre efficacement la faim », avec **Louis Karhebwa** du Sud Kivu. Bièvre (horaire et lieu à préciser) Rens. : 081 41 41 22
- **Mercredi 6 mars 19h30** : soirée jeu « **Trivial contre la faim, éclairage du Sud** » dans le cadre de Campus Plein Sud, Gembloux Infos : 081/ 41 41 22
- **Jeudi 14 mars 19h** : **Souper Témoignage** « Soutenir les paysans, c'est combattre efficacement la faim », avec **Louis Karhebwa**. Salle paroissiale de Wartet, (derrière l'église). Infos : 081/ 41 41 22
- **Jeudi 14 mars 20H** : **théâtre-Forum « Qui a volé l'orange ? »**, au Nom de la Rose, Rue du Séminaire 22 à Namur. Réservation : 081/ 41 41 22
- **Jeudi 21 mars 18h** : **Souper-Ciné-débat** : « **Je mange donc je suis** », en partenariat avec Oxfam - Magasin du Monde. Film suivi d'un débat avec intervenant à confirmer. Au Cinex, Rue St Nicolas 84 Rens. : 081/ 41 41 22
- **Mardi 26 mars 19h30** : **Ciné-Débat** : « **Les Moissons du Futur** ». Avec la présence d'intervenants à préciser. Centre culturel de Gembloux, Rue du Moulin 55/B Rens. : EF Namur : 081/ 41 41 22

Appui aux associations de lutte contre la pauvreté

Chaque année, **ACTION VIVRE ENSEMBLE** appuie financièrement, en Wallonie et à Bruxelles, le travail de 70 à 90 associations de lutte contre la pauvreté pour des montants variant de 1000 à 4000 €. Les associations concernées sont celles qui travaillent avec des personnes en situation de pauvreté ou, dit plus positivement, travaillant pour la réalisation effective des droits économiques, sociaux, culturels ou politiques des personnes en situation de pauvreté, de précarité ou d'exclusion sociale.

En 2013, la campagne de Vivre Ensemble portera sur les situations de pauvreté et d'exclusion sociale vécues par bon nombre de personnes âgées. Une attention particulière (mais pas exclusive) sera portée sur les projets qui concernent la place et la reconnaissance des personnes âgées dans la société ainsi que sur ceux qui favorisent la rencontre intergénérationnelle.

Les demandes d'appui doivent être rentrées **le 31 mars 2013** au plus tard.
Pour plus d' infos et pour télécharger l'Appel à projets et le formulaire de demande, consultez notre site web : www.vivre-ensemble.be.

Demande de renseignements à veronique.neycken@entraide.be (02/227.66.94)

AU NOM D'OPTIONS CHRETIENNES

Depuis les années '60, Entraide et Fraternité agit au nom d'options chrétiennes, à la fois comme Organisation de Coopération au Développement et comme service d'Eglise, pour inviter l'opinion publique, dont les communautés chrétiennes, et les divers pouvoirs de notre société et de l'Eglise catholique à se montrer solidaires des habitants de pays du Sud qui sont victimes de mauvaises conditions de vie, injustices et violences aux multiples causes.

A travers divers outils et témoignages, Entraide et Fraternité le fait tout particulièrement depuis 2009 et encore cette année vis-à-vis des petits paysans, qui luttent pour la reconnaissance de la souveraineté alimentaire de leurs peuples.

Parmi les outils disponibles figure à présent la nouvelle brochure de 24 pages intitulée « **Souveraineté alimentaire, Dieu de justice et entraide** ». Elle a été rédigée par Jean-François Grégoire, conseiller théologique d'Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble, Etienne Mayence, ancien administrateur, et Jacques Briard, ancien permanent.

Cette publication a été imaginée au sein de la Commission théologique et pastorale d'Entraide et Fraternité afin de permettre aux membres des communautés chrétiennes et même à d'autres lecteurs de s'engager aux côtés de l'ONG et de ses partenaires à la lumière de la foi en Jésus-Christ et de l'image de Dieu que cette foi propose.

On y trouve, en effet, avec renvois à des contributions plus fouillées :

- ✓ un rappel des principales questions liées à la problématique de la souveraineté alimentaire ;
- ✓ des paroles fortes de la Bible et de l'enseignement social de l'Eglise ;
- ✓ des contributions de partenaires d'Entraide et Fraternité et de divers acteurs chrétiens d'aujourd'hui.

Soit une manière d'aider à rencontrer la question « *Et Dieu dans tout cela ?* » désormais si souvent prononcée !

Ce fascicule peut être obtenu au prix de 5 € à Entraide et Fraternité. Il peut aussi être téléchargé sous forme de PDF via le site www.entraide.be

Bonne lecture !

A signaler aussi : la parution chez Couleur Livres de l'excellent essai « *L'échec humanitaire –le cas haïtien* » écrit par Frédéric Thomas, ex-chargé de projets à Entraide et Fraternité et aujourd'hui membre de l'équipe du CETRI.

Haïti, trois ans après...

Le 12 janvier 2010, peu avant 17 heures, un tremblement de terre de magnitude 7 frappe Haïti, faisant plus de 220 000 victimes et laissant 1,5 million de personnes sans abri. Très vite et de manière massive, médias, ONG, organisations internationales et simples citoyens se mobilisent. Les dons et promesses affluent. Avec un objectif, un seul slogan, qui semble alors partagé par tous : "Reconstruire en mieux". Trois ans après, où en est-on ?

Il a rejoint notre équipe !



Pierre Coquette fait partie de notre équipe logistique pour une année entière dans le cadre d'un poste subsidié.

Lorsque je lui ai demandé ce qu'il avait envie de faire passer comme message à tous les lecteurs, il n'a pas hésité un instant : « *J'ai vraiment envie d'exprimer la satisfaction que j'éprouve à intégrer cette organisation. J'ai l'intime conviction d'intégrer un groupe pour qui le mot altruisme n'est pas vain ! En ces temps où l'individualisme et la recherche pure du profit sont à l'ordre du jour, cela fait plaisir.* »

L.C.

Il est reparti, à vélo... loin d'ici mais le cœur léger



Il n'est plus nécessaire de vous le présenter ! Qui d'autre aurait eu cette magnifique et originale idée de se faire parrainer pour un périple à vélo au bout du monde au profit de projets soutenus par quelques associations de développement, dont Entraide et Fraternité, si ce n'est **Léon Tilleux** !

Le voilà reparti pour **la grande Transandine 2013 de San Antonio de los Cobres (Argentine) à San Pedro de Atacama (Chili), une bagatelle de près de 2700 km en traversant un col à 4560 m d'altitude !**

Outre l'exploit sportif indiscutable, Léon nous offre à travers ses récits, le témoignage de rencontres formidables tout au long de sa route, une belle aventure humaine.

Vous pouvez le suivre sur <http://www.goffinets.be/kapsud/>

LC

PÉRIODIQUE BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR VIVRE ENSEMBLE ÉDUCATION ASBL / ENTRAIDE & FRATERNITÉ ASBL

Coordination de la rédaction : Laurence Clarebots

Éditeur responsable : Angelo Simonazzi

Siège central

Rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles

Tél. : 02 227 66 80 - Fax. : 02 217 32 59
Courriel : entraide@entraide.be

E&F – IBAN : BE68 0000 0000 3434
AVE – IBAN : BE34 0682 0000 0990

Centres régionaux

Bruxelles : 02 533 29 58
Brabant wallon : 010 23 52 64
Namur : 081 41 41 22
Liège : 04 229 79 46
Luxembourg : 061 21 47 24
Tournai : 0473 310 231
Charleroi : 071 32 77 42
Eupen : 087 55 50 32

Animation Jeunes

François Letocart : 0476 332 315
Dolorès Fourneau : 0473 310 520

Avec le soutien de la

Fédération Wallonie-Bruxelles
Coopération belge au Développement (DGD)

